



LA LUTTE DES SANS TERRE EN INDE

LA MARCHÉ JANADESH 2007 : RAPPEL

Edito

A la fin de l'année 2006, nous vous avons informé de la lutte des paysans sans terre en Inde et du combat mené par Ekta Parishad pour obtenir une véritable réforme agraire et rendre leur dignité aux intouchables et indigènes privés de leurs ressources naturelles. Vous avez été nombreux à soutenir Ekta Parishad et avant la dernière ligne droite en octobre prochain, nous souhaitons vous tenir au courant de l'avancée des actions menées en Inde et en France.

Contexte général

Depuis le début des années 90, la politique de libéralisation de l'Inde laisse de côté les plus pauvres. Le gouvernement ne respecte pas les droits de l'homme car il prive les communautés intouchables et les peuples tribaux de leurs moyens de subsistance (l'eau, la terre et la forêt). Les industries prolifèrent provoquant non seule-



ment une pollution alarmante mais aussi le déplacement de ces populations. De plus, les populations autochtones sont les premières victi-

mes du changement climatique car « les liens étroits qu'elles entretiennent avec la nature, l'eau et les ressources qui en découlent les placent dans une situation encore plus fragile », a expliqué John Scott, du Secrétariat des Nations Unies de la Convention sur la biodiversité biologique.

Une marche pacifique pour la dignité

Ekta Parishad, mouvement populaire non-violent, lutte pour la défense des droits des paysans sans terre (intouchables) et des peuples indigènes (adivasis) en Inde. Ce mouvement, dont le leader est Rajagopal (surnommé « l'héritier de Gandhi »), agit à deux niveaux, en soutenant les populations opprimées et en faisant pression sur les politiques nationales. Ainsi pour inciter le gouvernement à prendre en considération le pro-

blème de l'accès à la terre, des violations des droits de l'homme et des dégradations de l'environnement, une nouvelle marche non-violente est prévue, le Janadesh (volonté du peuple). Ce « padyatra », inspiré de la marche du sel de Gandhi, se déroulera tout au long du mois d'octobre 2007, de Gwalior à Delhi (350km). Il réunira 25 000 marcheurs (dont environ 200 européens) et 100 000 manifestants les attendront devant le Parlement à Delhi pour

un sit-in avec un jeûne illimité. Cette manifestation sera d'une envergure sans précédent. Même si ce n'est pas la première action pacifique, il est impératif cette fois-ci que le gouvernement indien entende cet appel et propose une véritable réforme agraire avant que d'autres ne fassent le choix de la violence en rejoignant des groupes armés de plus en plus oppressants comme les Naxalites (maoïstes).

Sommaire :

Edito	1
Rappel	1
Actions de Solidarité	2-3
Réforme agraire en Inde	4
Campagne Janadesh	5
Mobilisation croissante	6
Continuons à agir	6

Lobby politique en Europe et en France

Rencontre avec les députés européens

Lors de la session parlementaire de décembre 2006 à Strasbourg, Solidarité a organisé des rencontres entre Rajagopal et des députés européens, dont le vice-président du Parlement européen, Gérard Onesta. Tous ont manifesté leur soutien aux côtés des paysans sans terre en Inde et deux d'entre eux, Gérard Onesta ainsi que Marie-Anne Isler-Béguin ont écrit au Premier ministre indien.



Suite à cette lettre, est notamment paru un article dans un quotidien indien *Mint, the Wall Street Journal*. Selon la presse indienne, la réaction du bureau du Premier ministre a été mitigée. Par ailleurs, Gérard Onesta a rencontré fin avril le Président indien, le Dr. Abdul Kalam. Il lui a fait part du soutien européen aux actions d'Ekta Parishad pour la défense des droits des sans terre en Inde et l'intérêt porté à cette marche non-violente en octobre prochain.

Extrait de la lettre adressée au Premier ministre indien

« Nous voudrions adresser notre soutien total à l'action d'Ekta Parishad pour la défense des droits des paysans sans terre. Leur lutte pacifique pour la défense des droits économiques et sociaux des populations opprimées est exemplaire.

L'appel d'Ekta Parishad à la désobéissance civile, la marche Janadesh 2007, est complètement légitime. Nous ne pouvons pas autoriser l'expulsion des populations tribales, en les laissant sans ressources, loin de leur environnement naturel et en menaçant d'extinction toute une culture. C'est une action non violente en réponse à la violence de la globalisation.

L'industrialisation, l'éco-tourisme, « le développement », encouragent les états à poursuivre une exploitation abusive des terres et de la forêt. C'est inacceptable que la recherche de profits économiques se fasse au dépend de l'auto-suffisance alimentaire et du bien être social de la population... »



« C'est une action non violente en réponse à la violence de la globalisation »

Lettre du vice-président du Parlement européen au Premier ministre indien

Les députés européens qui ont rencontré Rajagopal et/ou qui ont apporté un soutien

Gérard Onesta (vice président du Parlement européen, suppléant de la délégation SAARC - Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud et l'Association d'Asie du Sud pour la coopération régionale), Marie-Anne Isler-Béguin (membre de la commission environnement), Jean-Pierre Audy (membre de la commission commerce international), Jan Mulder (vice président de la délégation SAARC), Jean Lambert (membre de la délégation SAARC), Luciana Sbarbati (membre de la commission des libertés, de la justice et des affaires intérieures).

Couverture médiatique



Solidarité a réalisé un dossier de presse complet sur la lutte des paysans sans terre et l'action d'Ekta Parishad, dossier que nous avons transmis aux médias (presse, radio et télévision). Nous constatons un intérêt certain pour traiter le sujet.

Début mars, nous avons rencontré des correspondants de la presse française à New Delhi et des articles, parfois sous des angles inattendus, seront rédigés pendant la marche. Il y a également des opportunités de reportages pour les chaînes de la télévision française.

Mobilisation des parlementaires français

Solidarité a également sensibilisé les parlementaires français à la problématique des sans terre en Inde en leur envoyant le journal consacré à ce sujet à la fin de l'année 2006. Les particuliers, comme vous peut-être, ont également participé à cette interpellation en envoyant des cartes postales aux députés et sénateurs de leur circonscription.

Extrait de la réponse du MAE publiée au Journal officiel le 6 mars 2007 :

« La question rurale est essentielle en Inde, le secteur agricole employant plus de 60% de la population active indienne et près de 70% de la population indienne vivant en milieu rural. Les défis à relever, dès lors qu'ils concernent plus de 700 millions de personnes, sont considérables. Certains mouvements, comme par exemple le mouvement Ekta Parishad, se

sont mobilisés pour cette cause et pour renforcer l'autonomie des agriculteurs, en particulier ceux issus de populations indigènes. Toutes les initiatives visant à améliorer la condition de ces populations doivent être encouragées ... concernant les risques que peut présenter le développement d'activités industrielles polluantes, tous nos efforts tendent à mobiliser nos grands partenaires pour qu'ensemble nous agissions pour la protection de l'environnement.... »

Les personnalités politiques françaises qui ont tenu à manifester leur encouragement à cette action se sont engagées de différentes manières

En posant une question au Ministère des affaires étrangères (MAE) ou à leur groupe politique : Martine Lignières-Cassou (députée des Pyrénées Atlantiques) ; Jean-Marc Pastor (sénateur du Tarn) et Jacqueline Alquier (sénatrice du Tarn) ; Jean-Marc Ayrault (député-maire de Nantes) ; Alain Marleix (député du Cantal). En signant la pétition : Henriette Martinez (députée des Hautes Alpes) ; Joël Giraud (député des Hautes Alpes). En écrivant une lettre de soutien : François Hollande (député-maire de Tulle) ; Marie-Christine Blandin (sénatrice du Nord) ; Alain Claves (député de la Vienne) ; Gérard Charasse (député de l'Allier).

Soutien de l'ONU

Julian Bürger, coordinateur de l'unité des peuples autochtones et des minorités des Nations Unies, a tenu à remercier Solidarité de l'intérêt porté à la cause commune que nous défendons et notamment le droit à la terre pour les populations autochtones. Il nous a également informé que la déclaration sur le droit des

peuples autochtones, même si elle a été adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 29 juin 2006, n'a toujours pas été approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies. L'examen de cette déclaration est reporté à la prochaine session de l'Assemblée générale.



« Les défis à relever, dès lors qu'ils concernent plus de 700 millions de personnes, sont considérables »

Réponse du Ministère des affaires étrangères

Rencontre avec l'ambassadeur et les militants indiens

Une délégation de Solidarité s'est rendu en Inde, nous avons jugé intéressant de faire part à l'ambassadeur français en poste à New Delhi de la problématique des paysans sans terre. Une rencontre a donc eu lieu entre Rajagopal et l'ambassadeur M. Dominique Girard et son conseiller politique. Par ailleurs, des militants indiens comme Mira Shiva (militante dans le domaine de la santé), Vandana Shiva (militante pour la protection de la biodiversité) et une responsable du Centre pour les sciences et l'environnement sont prêtes à s'associer à la lutte que mène Ekta Parishad auprès des sans terre et à participer quelques jours à la marche.

La terre à ceux qui la cultivent

Une véritable réforme agraire est une réforme offrant des terres aux paysans qui la cultivent, en la « confisquant » aux propriétaires. Elle a pour but de redistribuer les terres agricoles.

François de Ravignan, agro-économiste et bénévole à Solidarité depuis de nombreuses années, est spécialiste des pays du Sud et auteur de nombreux ouvrages dont « La faim, pourquoi ? ». Il a voyagé à travers le monde et s'est penché sur la question de la réforme agraire, notamment en Inde.

Critique de la réforme agraire actuelle

Selon lui, dans la mesure où elle est appliquée, la réforme agraire permet aux paysans sans terre d'être propriétaire de parcelles tout en limitant l'accès à la propriété. Mais le principe de cette réforme, en place depuis les années 50, est critiquable. En effet, chaque membre d'une famille riche, par exemple, peut acheter plusieurs parcelles pour en faire une grande exploitation. Et à l'inverse, un paysan endetté a la possibilité de vendre un lopin de terre qui lui aurait été attribué.

Une vraie réforme agraire consisterait à éviter ces dérives, la surface d'exploitation doit être limitée par famille (et non plus par individu). En d'autres termes, la réforme agraire doit s'appliquer à l'exploitation et non pas à la propriété.



Création de communautés villageoises pour une gestion collective des terres

D'autre part, l'attribution de terres à des paysans qui en sont dépourvus devrait se faire par l'intermédiaire de communautés villageoises à qui ces terres sont attribuées en propriété, sans pouvoir les vendre.

C'était déjà l'idée de Vinoba Bhave, disciple de Gandhi. Il faut savoir qu'entre 1951 et le milieu des années 1970, avec son mouvement Bhoodhan (« don de la terre »), important mouvement de distribution, de collectivisation volontaire et non-violente de terres agricoles, il était parvenu à redistribuer l'équivalent de la superficie de la France.

Paradoxalement dans un pays où la pression sur la terre est si forte, beaucoup de terres (appartenant à l'état ou aux collectivités locales) sont inexploitées.

Une réelle réforme agraire doit par ailleurs nécessairement s'accompagner d'une répartition équitable des droits d'accès à l'eau.

Groupe de travail sur la réforme agraire

Ekta Parishad travaille avec le mouvement national des paysans pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il applique une véritable réforme agraire basée sur le droit d'exploiter et non sur le droit à la propriété. Une commission sur la terre, composé de membres du gouvernement et de la société civile, dont Ekta Parishad, est en train d'étudier la question.

En France, un groupe d'étudiants de l'ENSAT (Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse) accompagné par Jean-Louis Bato et François de Ravignan de Solidarité, va réaliser une étude comparative sur les principales réformes agraires dans le monde. Les résultats de cette étude et des recommandations seront présentés à Ekta Parishad. Ils pourront être utilisés comme outil supplémentaire pour convaincre la commission gouvernementale pour la terre de procéder à cette nouvelle réforme.

A VOS AGENDAS

Exposition photos sur les sans terre à Toulouse

En parallèle de la marche Janadesh en Inde, les toulousains pourront découvrir en image la problématique des paysans sans terre en Inde.

La **librairie-café Terra Nova**, un endroit chaleureux et convivial proposant des ouvrages, musiques et vidéos consacrés aux pays du Sud, accueillera **du 25 septembre au 21 octobre** une exposition photos sur les paysans sans terre en Inde. A l'occasion du vernissage de cette exposition le 25 septembre, Solidarité proposera la projection d'un film suivi d'un débat.



SOLIDARITÉ
7bis, avenue Foch—BP62
81602 Gaillac Cedex
Téléphone: +33 5 63 41 01 14
Télécopie: +33 5 63 57 60 05
Site internet: www.solidarite.asso.fr
Messagerie: contact@solidarite.asso.fr

N° ISSN 0984-2691
Directeur de publication : Jean-Louis Bato
Composition - rédaction : Dorothee Lebreton
Photos : Babloo & Simon Williams



DERNIÈRES NOUVELLES DE LA CAMPAGNE JANADESH 2007

Abus permanents

Pouvoir industriel

Fin mai, se tiendra à Ranchi, capitale de l'état du Jharkhand, une consultation axée sur les thématiques de l'industrialisation et des déplacements de population afin de trouver des solutions face à la politique abusive d'industrialisation du gouvernement central.

Tout le mois de mai, une marche s'est déroulée à travers les états du Jharkhand, du Chhattisgarh et de l'Orissa. Ces trois états font la course aux investissements en permettant à des compagnies nationales et internationales d'accéder à leurs ressources naturelles.

Terres volées

Même dans les régions himalayennes, le peu d'espace agricole est pris aux petits paysans au profit d'une agriculture industrielle ou pour créer des zones économiques.



Industrialisation massive: expulsion des populations

Vies sacrifiées

Deux satyagraha (manifestations non-violentes) se déroulent actuellement dans le Bihar et à Bhubaneswar.

Dans le Bihar, 200 personnes font un sit-in depuis deux mois et demi, ils revendiquent leur droit à la terre et au logement. Une des femmes qui participait à cette action est décédée il y a trois semaines. Huit personnes ont déjà sacrifié leur vie au cours des différents combats organisés par Ekta Parishad.

Militants emprisonnés

Huit animateurs d'Ekta Parishad ont récemment été incarcérés pendant douze jours. Leur libération a demandé beaucoup de temps et d'énergie. Alors que le Janadesh approche, les pressions sont de plus en plus

Lobby politique en Inde

Ekta Parishad est en contact permanent avec le gouvernement et fait partie de la commission sur la terre. Au jour le jour, des démarches sont entreprises pour inciter les politiques à agir, au plus haut niveau et dans chaque état de l'Inde, sur les problèmes d'accès à la terre et des moyens de subsistances. En octobre 2006, lors de la Chetawni Yatra, le Premier ministre indien avait désigné le Ministre du développement rural comme interlocuteur pour négocier avec Ekta Parishad. Dans son communiqué de presse, il a déclaré que toutes les questions relatives au Janadesh se-

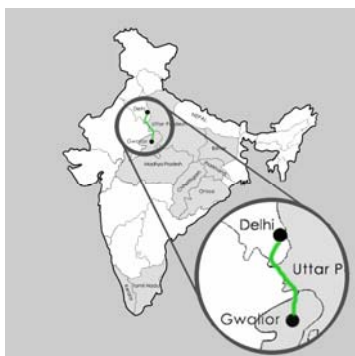
raient réglées avant octobre 2007. Actuellement des animateurs d'Ekta Parishad mobilisent l'opinion publique dans la circonscription où ce ministre est élu pour renforcer la pression.

Rajagopal, soutenu par le Ministre du développement des ressources humaines (Mr Arjun Singh) a écrit à Sonia Gandhi, présidente du Parti du congrès, actuellement au pouvoir.

Des discussions avec l'ancien Président de la Cour Suprême de l'Inde (Mr Bhagawati) ont eu lieu. Progressiste, il est généralement d'accord avec l'idée que les ressources naturelles doi-

vent être rendues accessibles aux personnes qui sont dans la précarité afin de combattre la pauvreté. Des documents lui ont été remis afin qu'il puisse aborder ces problématiques avec le Premier ministre et le convaincre de l'importance de créer :

- (a) une autorité au niveau national pour traiter des problèmes de la terre ;
- (b) des tribunaux qui puissent délibérer rapidement sur les conflits liés à la terre ;
- (c) un système de "guichet unique" pour tous les litiges concernant la terre.





Mobilisation de plus en plus forte en Inde

Début avril, le comité Janadesh s'est réuni pour clarifier les arguments à présenter au gouvernement.

Le droit à la vie et à la dignité, ainsi que l'accès aux ressources naturelles et leur distribution équitable seront les thèmes majeurs de la campagne. La terre est une ressource naturelle, l'état ne peut pas empêcher la population d'y accéder et ne peut pas continuer à la laisser aux mains de puissants lobbies. L'argumentaire relatif à la pauvreté, la migration et la violence tournera autour de cette préoccupation.

Rassemblement dans tout le pays

En soutien à la marche Janadesh, 400 rassemblements (un par district) devraient avoir lieu le 2 octobre. Si 400 districts (sur les 607 districts que compte le pays) se mobilisent, l'impact devrait être important.

Récoltes de riz et de roupies

Dans les principaux états concernés, des hommes et des femmes très pauvres, pour la plupart adivasis, s'organisent pour récolter argent et riz au profit du Janadesh.

Paroles de marcheurs

Neva et Jacky Gotthilf ont déjà réalisé plusieurs productions artistiques en Inde dont un film en 2006 *Toulouse/Delhi/Fourquevaux* A/R. Aujourd'hui, à travers une production radiographique, ces deux artistes toulousains veulent mettre en relief l'esprit du Janadesh, à la fois la revendication politique et le déplacement physique de la marche. Par un recueil de paroles, de sons et d'images des marcheurs (intouchables, adivasis, militants, artistes, politiques, membres d'ONG étrangères ...), ils souhaitent mettre en évidence la spiritualité et la conviction qui les animent et qui les poussent à faire bouger la société. Au-delà des témoignages individuels, ils vont également suivre les temps forts de ce padyatra non violent au quotidien : manifestations, meetings, débats, soirées culturelles.... Cette création artistique sera ensuite diffusée sur le web, lors d'émissions de radio ou lors d'expositions itinérantes en France et en Inde.



Chetawni yatra en octobre 2006

Continuons à nous mobiliser

Vous avez été nombreux à vous mobiliser et nous vous en remercions très sincèrement. Toutes les pétitions signées seront envoyées au Premier ministre indien en septembre prochain juste avant la marche. Les cartes envoyées aux parlementaires français et européens ont permis de sensibiliser davantage nos politiques et ont incité certains à soutenir nos actions aux côtés des paysans sans terre en Inde.

Vous pouvez encore vous mobiliser pour les paysans sans terre en Inde :

en soutenant un ou plusieurs marcheurs pendant le Janadesh 2007

___€ x ___ marcheur(s) = ___€

NB : à savoir que 15€ permet de nourrir un marcheur pendant la marche et 60€ permet d'assurer toute la logistique autour d'un marcheur

en faisant un don aux actions d'Ekta Parishad

10€

30€

50€

autre : ___€

en commandant une écharpe tissée à la main par une organisation de femmes

___ écharpe(s) x 10€ = ___€

en commandant le livret « La force de la vérité », retraçant la lutte non violente des paysans sans terre et des indigènes en Inde

___ livret(s) x 5€ = ___€

Solidarité s'est associé à un de ses partenaires Peuples Solidaires et son Réseau Solidarité dans la parution de son prochain *Appel urgent*. Nous vous le communiquerons prochainement pour que vous soyez nombreux à **écrire au Premier ministre indien**.

Merci de retourner ce coupon avec votre chèque bancaire à l'ordre de Solidarité. Vous recevrez un reçu fiscal. Votre impôt est réduit de 66% du montant de votre don, dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Par exemple, pour un don de 100€, vous ne payez en réalité que 34€.

